



Créé par des militants CGT et FSU
« *La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat* » Henri Krasucki



Pour appliquer ses contre-réformes réactionnaires : la méthode Macron

Pas d'illusion !

L'oligarchie et Macron qui en est le l'exécutant politique actuel veulent **dans l'urgence**, pour tenter de neutraliser la résistance sociale et syndicale, faire passer leurs attaques dictées par l'U.E. contre le monde et le code du travail, mais aussi contre la sécu, les retraites, la Fonction Publique, les salaires....

Savoir comment ils veulent s'y prendre est décisif pour notre propre combat.

Leur premier objectif bien sûr est de gagner une majorité parlementaire absolue ou relativement importante pour avaliser les ordonnances.

Contrer cette ambition est donc nécessaire dans l'immédiat!

Au-delà quel que soit le résultat des législatives, le gouvernement va mensongèrement se réclamer de la légitimité de l'élection présidentielle pour contester le bien-fondé de la résistance syndicale.

L'élection de Macron n'a rien d'un plébiscite, 43% des inscrits (records d'abstentions, de bulletins blancs et nuls) et près de la moitié de ses voix du 2ème tour contre Le Pen et pas pour son programme.

Ils ont déjà commencé à mener une offensive pour gagner l'opinion publique à partir de l'appareil médiatique :

- en **feignant la concertation** avec les dirigeants syndicaux comme ce qui s'est passé le 23 mai dernier !

- en **jouant la division syndicale** en tentant d'isoler la CGT qu'ils savent être le pôle de résistance majeur à leurs projet.

En mettant en avant la CFDT et ses dirigeants, et en essayant cette fois ci de présenter ce syndicat godillot du pouvoir, discrédité en partie pour son comportement dans la lutte contre la loi travail, comme un syndicat à la fois ouvert aux propositions ET critique sur certaines aspects (par exemple le montant du plafonnement des indemnités de licenciement en cas de licenciement abusif).

En nommant un militant FO dans le cabinet de la ministre du travail, ils vont tenter de faire se retirer FO du front syndical qui s'était constitué au printemps 2016.

- en tentant au final de mettre en scène un "*compromis*" dit "*donnant-donnant*" et qui consiste à donner l'impression de "*lâcher du lest* „ de prendre en compte les revendications sur des aspects annexes et de permettre à la CFDT par exemple de brandir des "*avancées*" pour justifier son approbation finale.

Tout en restant inflexibles sur ce qui constitue le cœur de la contre-réforme.

Le but de cette contre-réforme :

- conforter la primauté des accords d'entreprise sur les accords de branche et la loi elle-même ; primauté du contrat sur la loi.

- aggraver les conséquences de la loi El Khomri qui portait uniquement sur le temps de travail en étendant le contenu des accords d'entreprise à **tous les autres domaines** (conditions de travail, salaires, formation ...)

- accompagner ce renversement de la hiérarchie des normes d'autres mesures comme la réduction du nombre de branches, l'étatisation de la gestion de l'assurance chômage, le plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, le regroupement des instances de représentation du personnel ...

La flexi-pauvreté !

Tout cela au nom du renforcement de la compétitivité des entreprises et de la lutte contre le chômage.

En fait il s'agit de mettre en place un projet dit de flexisécurité pratiquement identique aux mesures de réforme du marché du travail en 2003-2005 en Allemagne qui ont abouti effectivement au recul des statistiques du taux de chômage ET à la montée de la pauvreté, de la précarité : **13 millions de nouveaux pauvres en Allemagne de l'aveu même du FMI , les mini jobs ... !**

Il s'agit donc pour nous de s'appuyer sur les luttes déjà engagées qui ont connu une ampleur inhabituelle en période électorale.

Et de leur donner l'ampleur nécessaire d'un **TOUS ENSEMBLE** qui dispute dans l'opinion le sens profond de cette contre-réforme.

Rue contre rue ?

L'objectif du pouvoir et de ses soutiens médiatiques est de **gagner la guerre sociale**, c'est-à-dire la bataille de l'opinion .

Ils se préparent donc eux aussi à l'inéluctable confrontation en faisant de leur côté y compris appel à la rue à l'instar de la contre-manifestation gaulliste du 30 mai à l'Etoile en 1968 !

Macron est tenu par son programme annoncé, par les forces sociales qui le soutiennent (MEDEF) et par les exigences présentes de l'Union européenne.

Nous voilà donc prévenus : la confrontation aura lieu, l'appareil d'état et les médias mettront tout leur poids dans la balance.

De notre côté la recherche de l'unité sur une base de classe, le développement des luttes conjointement à la bataille des idées pour gagner un soutien majoritaire de l'opinion sont aussi incontournables !



Pour adhérer au Front syndical de Classe :

Adhésion individuelle : 36 euros par an (10 pour les bas revenus) Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier : **Jacky OMER/FSC 11 rue de Tivoli 13005 MARSEILLE -**

Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le trésorier ou nous écrire à frontsyndical.classe@laposte.net courriel : frontsyndical.classe@laposte.net